Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 6

Buchbesprechung: Compte rendu

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

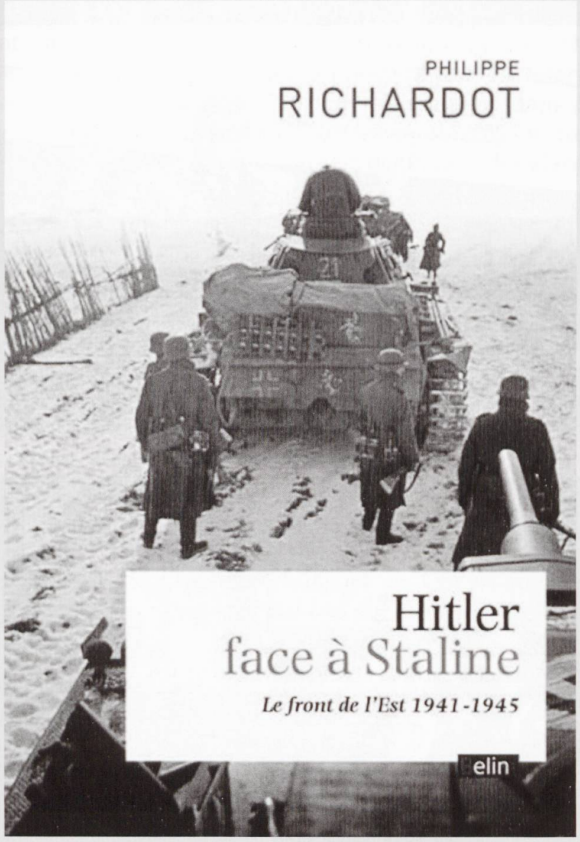
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Compte rendu

Hitler face à Staline, le front de l'Est 1941-1945, Paris, Belin, 2013

L'ouvrage ne se veut pas un simple descriptif chronologique de la guerre à l'Est, mais un récit où percent le rôle éminent des deux maîtres tyrans, chefs de guerre, Hitler et Staline. Leurs calculs, leurs enthousiasmes, leurs déprimes et leurs pensées les plus cachées sont traquées méthodiquement, à travers un solide corpus de référence. Un style fluide, des dialogues transmis par les sources, la description des lieux donnent un aspect visuel au récit. D'un côté, Hitler et ses généraux, enfermés dans des rapports de plus en plus conflictuels, basés sur une méfiance souvent justifiée. Hitler est présenté sous son jour double, de politicien obligé au mensonge et de Feldherr condamné sans illusion aux coups de pokers. Souvent négligée, la crise du commandement à l'automne 1942 est particulièrement bien décrite. Les adaptations tactiques d'une Wehrmacht soumise à des conditions extrêmes sont montrées du point de vue du combattant. De l'autre côté, le tyran rouge n'est pas dépeint sous la caricature habituelle d'une brute obtuse brimant un Joukov génial. Le haut commandement de l'Armée rouge a un fonctionnement collectif, Staline sait jouer des rivalités entre hommes, reconnaître ses erreurs et... s'attribuer les lauriers. Des généraux méconnus, organisateurs méthodiques, se succèdent à la Stavka. Le calvaire et le sacrifice du peuple russe ne sont pas oubliés, les trahisons non plus. De chapitre en chapitre, se dégagent aussi les éléments sur les permanences de toute guerre à l'Est. Pas forcément inutile de nos jours...

Philippe Richardot



Compte rendu

LA GRANDE EPIDEMIE DE FIEVRE JAUNE GIBRALTAR 1804

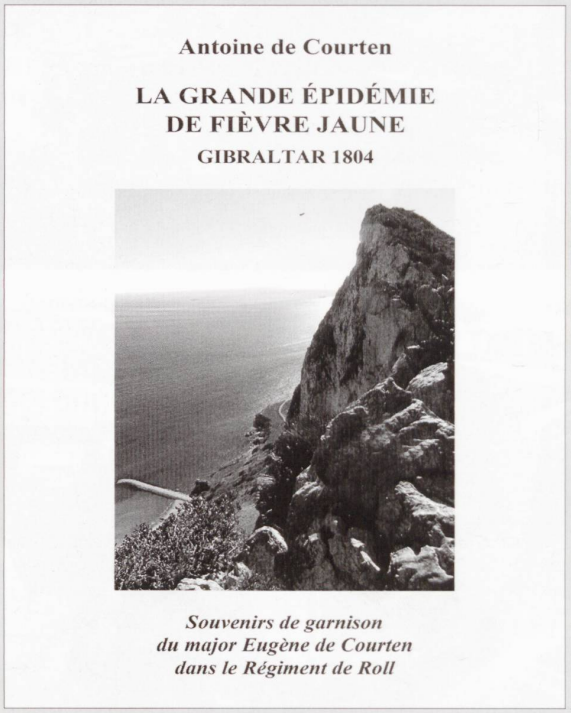
Souvenirs de garnison du major Eugène de Courten dans le Régiment de Roll

Vaincre l'esprit dans ce moment est beaucoup gagner, car tous les médecins s'accordent à dire que la frayeur de la maladie a tué plus de monde que la maladie elle-même...

Ce recueil de lettres est bien plus que le simple journal d'un soldat. On serait tenté de le qualifier de métaphore du bon combat, non pas contre des armées ou des flottes ennemies, mais contre la panique de la maladie.
L'auteur de ces lettres nous relate sa traversée de l'enfer. Il s'est agrippé à son destin et au souvenir de sa famille pourtant si lointaine. Plutôt que de subir, il a choisi de créer, ne serait-ce qu'un banal jardin potager où, cependant, germait la vie... Il a puisé au plus profond de ses ressources, il est resté maître de lui-même, il a dominé sa peur, il a fait preuve de charité à l'égard des autres, il a pensé aux soldats et à leurs proches, il a gardé sa foi en la Providence et point n'a désespéré...
Tel est le sens profond de ce témoignage saisissant.

ISBN 978-2- 8399-1427-7

Antoine de Courten, né en 1942, est un officier de carrière à la retraite. Passionné d'histoire, il consacre une partie de ses loisirs à la transcription
des archives de sa famille. Son objectif est de donner accès à des témoignages authentiques de l'époque et de rendre les personnages et les événements de manière simple, lisible et agréable, tout en restant aussi rigoureux que possible.



Renseignement

Pendant la guerre froide : Ce qu'était la P-26, organisation de résistance en cas d'occupation du pays (1e partie)

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

Le faux scandale de la P-26 et les vrais préparatifs de résistance contre une armée d'occupation, ouvrage de l'historien et journaliste Martin Matter[1], réhabilite cette organisation-cadre secrète. A l'époque de sa découverte en automne 1990, les Chambres fédérales et les médias déchaînés, peu soucieux d'honnêteté et d'objectivité, la dénonçaient comme une *armée secrète, anticonstitutionnelle et illégale, échappant à tout contrôle*. En réalité, il s'agit une structure mise en place en pleine Guerre froide par le Conseil fédéral et l'Etat-major général, afin de préparer la résistance, en cas d'occupation partielle ou totale du pays. Vingt-cinq ans plus tard, l'image qui se dégage de l'organisation P-26 dirigée par le colonel EMG Efrem Cattelan, alias Rico, n'a rien de scandaleux et d'anti-démocratique!

Les premières organisations de résistance

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des organisations de résistance, restées plus ou moins à l'état d'ébauches, visent à organiser la résistance en cas d'occupation allemande: la conjuration des officiers en 1940, avant le Rapport du Rütli du général Guisan, l'Aktion Nationaler Widerstand (Action de Résistance Nationale) la même année, qui comprend essentiellement des civils, le Service de renseignement civil mis sur pied en 1942 dans le cadre de la Section Armée et Foyer. Après 1945, une armée de guérilla apparaît à beaucoup d'*experts* comme la meilleure façon de résister, mais elle n'apparaît pas dans l'organisation des troupes de l'époque. En 1948, le Service territorial de l'Armée constitue un service spécial de résistance. Dans la seconde moitié des années 1960, le chef de l'Etat-major général, Paul Gygli, transfère cette mission au Groupement « Renseignement et sécurité. »

Selon le Rapport du Conseil fédéral de 1973 sur la sécurité, une occupation du pays postule une résistance active. Le Groupement « Renseignement et sécurité » comprend deux *services spéciaux*. Leur chef, le colonel EMG Albert Bachmann, stalinien enthousiaste dans sa jeunesse, anticommuniste farouche ensuite, fantasque et autoritaire, applique les conceptions qu'il a développées dans son *Livre de la défense civile*[2], préparant, pour le cas d'une occupation, une armée de guérilla et l'exil du Conseil fédéral en Irlande. Ses planifications sont connues dans l'Armée. En novembre 1979, il se trouve à l'origine de l'affaire Schilling, ce premier-lieutenant envoyé espionner l'Armée autrichienne. L'affaire secoue la Suisse, ce qui provoque le limogeage d'Albert Bachmann par Georges-André Chevallaz, chef du Département militaire fédéral. A ce moment, Rico est déjà chef de la nouvelle organisation-cadre P-26. Bien que tous les dossiers des services «Bachmann» des années 1950-1970 aient été détruits, la Commission de gestion du Conseil national, sous la présidence du futur conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, en arrive à la conclusion que – l'affaire Schilling mise à part – *« la mission et la position de l'organisation de résistance et celle du service de renseignement spécial correspondent de nos jours aux exigences requises du point de vue de l'état de droit et de la démocratie. »*

Le Rapport du Conseil fédéral sur la sécurité de 1973 sous-tend le document de base, daté du 7 septembre 1981, du

1 Traduction en français par Jean-Jacques Langendorf. Genève, Slatkine 2013. 240 pp. Cette maison d'édition a publié plusieurs ouvrages rétablissant la vérité concernant la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale: entre autres *La Suisse encerclée* de Stephen P. Halbrook, *La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine* d'Angelo M. Codevilla, *Non, nous n'étions pas des lâches* et *Pour en finir avec la Rapport Bergier* de Frank Bridel, *De la Suisse pendant la guerre. Son image et le rôle de celle-ci dans l'affaire des fonds en déshérence* de Jean-Christian Lambelet, *Une caméra contre Hitler* de Paul Alexis Ladame.

2 A la demande du Conseil fédéral et dans la foulée de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, Albert Bachmann rédige le *Livre de la défense civile* tiré à 2,6 millions d'exemplaires et distribué à chaque ménage. Son auteur montre comment se défendre contre une puissance occupante et suggère que les gens de gauche, les pacifistes et les intellectuels constituent une menace pour la démocratie en Suisse. Sa parution – le manuel est surnommé *Le petit livre rouge*, en référence ironique à celui de Mao-Tsé-Toung – déclenche une grosse polémique qui vise aussi le conseiller fédéral Ludwig von Moss, chef du Département de justice et police de 1959 à 1971.

chef de l'Etat-major général concernant l'organisation-cadre P-26, ainsi que la mission qu'il donne au colonel EMG Efrem Cattelan, lequel prend ce même Rapport comme base de ses travaux.

Missions

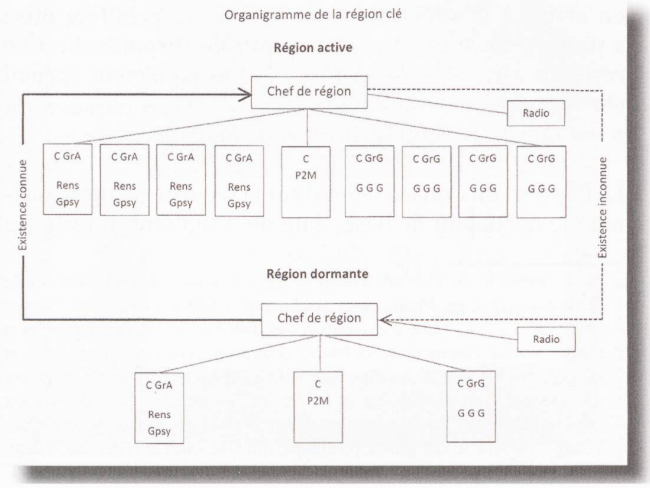
En cas d'occupation de la Suisse par les forces du Pacte de Varsovie, l'organisation P-26 aurait visé à fortifier la volonté de résistance des Suisses, à rendre difficile la vie de l'occupant, en recourant à la propagande, à la guerre psychologique et, lorsque les circonstances l'auraient permis, à des sabotages ciblés. Vu les représailles que de telles actions entraînent contre la population, ne s'avèrent pas appropriés dans la phase initiale de la résistance. Il faut d'abord préparer le terrain par la guerre psychologique.

Comment l'organisation-cadre P-26 serait-elle activée en cas d'occupation ?

Seul le chef de l'Etat-major général peut ordonner la décentralisation des matériels et des armes, en clair la distribution aux membres dans les régions de résistance. Dès lors, une récupération n'est plus possible, à cause de l'éparpillement dans des cachettes que la direction ne connaît pas.
Le Conseil fédéral désigne une personnalité charismatique connue comme chef de l'organisation de résistance P-26 pour le cas « Occupation.» Ce ne serait pas Efrem Cattelan !
Seul le Conseil fédéral, éventuellement en exil, peut décréter l'élargissement de l'organisation-cadre qui devient alors organisation de résistance.
Le commencement de la résistance proprement dite intervient sur ordre du Conseil fédéral.

L''activation, avant l'occupation, serait transmise aux chefs de région par des officiers de liaison, par radio, après l'occupation. Dès le temps de paix, les liaisons radio sont régulièrement rodées et testées.

Organigramme d'une reégion-clé.



Organisation

Pour quelle raison, l'organisation-cadre P-26 se trouve-t-elle placée hors de l'organigramme de l'Armée et de l'administration. Selon Rico, *«la mise hors circuit a été la conséquence de l'expérience du Service spécial dans les décennies précédentes. Jusqu'à l'époque de Bachmann, le Service spécial constituait un élément de l'Etat-major. En 1980 encore, on pouvait trouver dans l'Annuaire de la* Confédération *sous la rubrique «Service spécial», non seulement le colonel EMG Albert Bachmann mais également la totalité de l'état-major de conduite du Service spécial (...). Cela contrevenait aux règles élémentaires du maintien du secret. Une subordination de la P-26 s'avérerait très dangereuse dans le cas d'une occupation du pays et d'une capitulation de l'Armée. L'organisation de résistance en tant que partie de l'Armée (...) aurait été soumise aux mêmes dispositions qu'elle.»*

Cloisonnement et clandestinité

Au moment de sa dissolution en 1990, la P-26 comprend moins de la moitié des cadres prévus, soit environ 400 personnes de toutes les couches sociales, recrutées en fonction de leur lieu de domicile. Elles occupent souvent des postes à responsabilité ou des fonctions officielles, elles sont dans la cinquantaine et en ont pratiquement terminé avec leurs obligations militaires, leur carrière et leur attitude inspirent la plus grande confiance. Ainsi on résout le problème de la disponibilité en cas de crise et celui d'opérations irréfléchies, menées par des jeunes indisciplinés. Ces citoyens s'engagent, en pleine Guerre froide, à une période où l'Union soviétique apparaît comme une menace grave pour l'Europe occidentale. L'un d'eux, enseignant, est par exemple membre de la Protection civile. Quand il reçoit un ordre de marche « PC », il se rend à un cours P-26 et reçoit son décompte de jours de service « PC » pour la caisse de compensation. Le directeur de l'école ne sait rien de l'activité clandestine de son collègue.

Une demi-douzaine de femmes figurent parmi les membres de la P-26, travaillant surtout dans le renseignement, la propagande, le P2M[3], mais jamais dans le sabotage ? Même à une époque d'émancipation avancée, une femme, contrairement à un homme, ne peut pas quitter la maison pendant deux ou trois jours, sous un prétexte quelconque. Malgré tout, le mari de la politicienne schaffhousoise Susanne Günter ne connaîtra l'appartenance de son épouse à la P-26 que des années plus tard.

Toute l'organisation repose sur le principe du cloisonnement : chacun, incorporé d'emblée dans une cellule, ne connaît que deux ou trois collègues sous leur vrai nom. Le radio d'une région de résistance n'entre jamais en contact avec le chef du génie, du renseignement ou du P2M, il ne connaît que son supérieur direct. Le chef de région ne connaît que son état-major et ses subordonnés directs, les chefs des différentes cellules. Ce système « Hydra » limite les risques en cas d'arrestation d'un membre de la P-26. Quand on coupe une tête de l'hydre,

3 Transport de personnes, de message, de matériel.

il en repousse deux! De nouvelles cellules remplacent immédiatement celles qui ont été détruites, afin de démontrer à l'occupant que les arrestations, les exécutions ne font pas cesser la résistance.

Pour effectuer un travail efficace, un groupe de résistance, a besoin de « liaison vers le haut, liaison à l'intérieur du groupe (pas par radio), informations, propagande, organisation pour le transport des personnes, messages et matériel et, si nécessaire, un marteau, *c'est-à-dire des gens du génie avec leurs explosifs.* » Cela définit la structure de la région de résistance avec un chef, un responsable de la propagande, un chef du P2M, un chef du génie et un opérateur radio. Ce système, on le retrouve, partout, dans des organisations analogues. Une particularité pourtant : en Suisse, il n'y a pas un opérateur radio et un chiffreur. Le chef de région chiffre et déchiffre lui-même, ce qui évite un chiffreur potentiellement dangereux en cas d'arrestation, parce qu'il connaît tout de l'activité du groupe.

Ces cadres, au début d'un conflit, feraient monter l'organisation en puissance grâce à un recrutement ciblé d'hommes et de femmes qu'ils connaissent. En aucun cas, cadres et *troupe* n'auraient constitué des unités destinées à mener des actions armées à la façon de la Résistance française durant la Seconde Guerre mondiale. Ils ne sont ni formés, ni équipés pour de telles missions.

Une structure cohérente

Ces cadres se trouvent répartis sur l'ensemble du territoire dans des régions de résistance, numérotées – maintien du secret oblige – de 45 à 88, certaines considérées comme *régions-clés*[4]. Entre régions, on ne se connaît pas et on n'entretient aucune relation. Chacune dispose d'un émetteur-récepteur à ondes courte *Phönix*, d'un appareil de chiffrement, de cartes 1:25000, de boussoles, de jumelles, de matériel de premier secours. Les armes et les explosifs se trouvent dans des dépôts centralisés dont l'emplacement n'est connu que de l'état-major de conduite de la P-26, ils ne seraient distribués aux régions que sur ordre du chef de l'Etat-major général.

Chaque région de résistance active est doublée par une structure similaire dormante, ce qui porte le nombre de régions à environ 80[5]. Le chef de la région active ne sait rien de la dimension dormante: ce serait trop dangereux pour les *dormeurs*. Les chefs de ceux-ci connaissent en revanche l'existence d'une région active. Ils savent qu'ils devraient si nécessaire assurer des relèves.

En cas d'occupation étrangère, les régions agiraient de manière indépendante sous la coordination d'un chef connu dans le pays, désigné par le Conseil fédéral, assisté d'un état-major vraisemblablement installé à l'étranger et communiquant grâce à des émetteurs à ondes courtes de dernière génération.

Défense spirituelle • *« L'éditeur de l'année: Ludwig von Moos », caricature parue dans le* Nebelspalter *en 1969.*
Le chef du Département fédéral de justice et police brandit le manuel de défense civile, à l'instar du président Mao brandissant le petit livre rouge de la révolution culturelle chinoise.

Le conseiller fédéral Ludwig von Moos, «l'éditeur de l'année» avec *Le petit livre rouge.* (caricature Nebelspalter)

Le poste de commandement de l'organisation-cadre P-26 du temps de paix, où travaille l'état-major, se trouve dans une ferme discrète dans le Canton de Berne, située sur un terrain appartenant au Parc automobile de l'Armée de Burgdorf. Les cours de formation se déroulent au Schweizerhof, un grand fort sur les hauteurs de Gstaad, proche de maisons de vacances de haut standing, dans lequel se trouve un stand de tir au pistolet. Aucun son ne parvient à l'extérieur! Les cavernes du Hagerbach, entre Walenstadt et Sargans, abritent l'instruction aux explosifs réservée aux spécialistes du génie de l'organisation. Le fort Alpengarten près de Spiez est rapidement abandonné, parce que son odeur affreuse imprègne les vêtements et peut mettre en danger le maintien du secret.

Lorsque l'organisation-cadre P-26 est découverte, elle ne se trouve pas à un niveau qui lui permettrait de remplir sa mission en cas d'occupation, elle ne comprend alors que 400 cadres sur les 800 prévus qui, sur ordre du Conseil fédéral, devrait faire monter en puissance l'organisation. Il faudrait environ une année pour recruter les *soldats de l'ombre*. Les effectifs de l'organisation de résistance ne sont pas fixés, ils seraient fonction de l'activité et des conditions dans chaque région de résistance, certaines restant à l'état de noyaux. Une telle organisation ne pourrait, en aucun cas, donner naissance à groupes de combat, à des unités, encore moins à une *armée*. L'armement à disposition, des pistolets, des fusils mitrailleurs, des fusils équipés de silencieux, à portée réduite, servirait uniquement pour l'autoprotection..

H. W.

A suivre dans un prochain numéro.

4 «*Nous voulions*, dit Efrem Cattelan, *avoir dans les régions importantes du point de vue politique, économique et de la circulation une organisation-cadre aussi développée que possible. En tout, nous considérions seulement une demi-douzaine de ces régions comme clés.*»

5 3 régions au Tessin, 8 en Suisse romande, 29 en Suisse alémanique.